

durer. Les industries des produits forestiers continuent d'employer près de 25% des travailleurs du secteur manufacturier. Grâce aux investissements substantiels injectés dans l'industrie des pâtes et papiers dans le prolongement du programme fédéral-provincial de modernisation et grâce à un accès sensiblement amélioré au marché américain découlant de la dernière série de négociations commerciales internationales, les industries des produits forestiers ont en main les éléments nécessaires pour relever les défis et exploiter les possibilités du marché dans les années 80, surtout aux États-Unis et en Europe. La situation des industries des métaux non ferreux, du fer et de l'acier est quelque peu assombrie par l'affaiblissement de la base d'approvisionnement locale (par exemple en cuivre), par les préoccupations sanitaires exprimées à propos de l'amiante et par les difficultés qui affectent actuellement le marché international de l'acier. L'industrie de la pétrochimie connaîtra la même situation parce qu'elle dépend de charges d'alimentation pétrolières essentielles. Toutefois, les avantages concurrentiels qu'assurent au Québec son potentiel hydro-électrique et son accès en franchise à l'important marché américain devraient garantir la vigueur du secteur de l'aluminium dans les années 80. Les facteurs liés à l'énergie devraient conserver leur importance pour l'économie de la région alors que la Province poursuivra, et peut-être augmentera, ses exportations d'électricité vers les États américains voisins et qu'elle deviendra moins tributaire du pétrole importé.

Les industries du textile, du vêtement, de la tannerie et de la chaussure, qui emploient toujours plus de 20% des travailleurs du secteur manufacturier au Québec, préoccupent sérieusement les gouvernements qui se sont succédés. Même si l'industrie textile primaire est pour l'essentiel devenue une industrie intensive en capital et qu'elle a démontré une capacité à être compétitive, les autres secteurs traditionnels d'activités industrielles demeurent sensibles aux pressions des importations et ressentent la nécessité d'une restructuration et d'une modernisation. Ces impératifs sont au centre du mandat de l'Office canadien pour un renouveau industriel, chargé d'administrer \$267 millions en subventions gouvernementales destinées à encourager la modernisation des usines existantes et à rechercher des solutions de rechange viables pour fournir de l'emploi aux communautés touchées. Ces mesures de renouveau industriel ont établi la direction de la politique du gouvernement fédéral pour les années 80 dans ces secteurs, surtout au Québec. En ce qui concerne la construction navale, qui était l'une des principales industries du Québec au moment de la formation de la Confédération, l'exploration pétrolière et gazière et les activités de mise en valeur au large de la côte est et dans l'Arctique canadien lui fourniront de nouvelles possibilités.

Les efforts du gouvernement pour revitaliser la base industrielle du Québec devraient être facilités par l'émergence de nouvelles technologies. Des technologies de conception et de fabrication assistées par ordinateur (CAD/CAM), telles la micro-électronique et la robotique, promettent de réduire la menace des importations à faible coût. Même si ces nouvelles techniques accentuent les pressions exercées sur le marché du travail, leur application opportune et généralisée aux produits et procédés de production existants s'avérera vitale au développement d'une structure manufacturière québécoise forte, efficiente, moderne et concurrentielle au plan international. Par ailleurs, certains facteurs technologiques et de commercialisation devraient avoir des répercussions positives sur la structure industrielle du Québec dans les années à venir. La poursuite du développement de certaines industries de pointe